

suite de l'analyse d'Alain Lamassoure

Le 24 février 2022 les chars russes se lancent en masse à la conquête de l'Ukraine, et le Kremlin brandit l'arme nucléaire contre les tiers qui oseraient s'en mêler.

Le 20 janvier 2025 un vieillard fou grossièrement allergique à la démocratie s'installe dans le bureau ovale de la Maison Blanche, où il a été réélu par une majorité d'Américains conquis par ses lubies infantiles.

Celui qui se serait risqué à prédire un seul de ces événements aurait été considéré comme un hurluberlu. Avant d'aller plus loin, rendons un juste hommage à ceux qui étaient en charge : complètement pris au dépourvu à trois reprises, contraints à l'improvisation dans une urgence extrême, privés d'approches scientifiques devant des situations sans aucun précédent, les dirigeants européens ont su, à ce jour, faire face avec sang-froid, pragmatisme et un remarquable réflexe d'unité.

La suite est aussi imprévisible que l'était le déclenchement de ces crises.

A défaut, essayons de poser les bonnes questions. Je me limiterai à quatre points d'interrogation principaux.

A partir de quel moment les Américains prendront-ils conscience du fait que le Président élu sous l'étiquette MAGA – Redonner sa grandeur à l'Amérique – démolit systématiquement les fondements objectifs de cette grandeur ?

L'ignorance glorieuse de l'Etat de droit, l'usurpation permanente de pouvoirs qui sont ceux du Congrès, l'inversion du sens des mots sacrés tels que « liberté d'expression », les traités de commerce déchirés au profit d'une surenchère protectionniste, la volonté répétée d'annexer des pays alliés, l'épuration des administrations et de l'armée sans commune mesure avec le « spoil system » traditionnel, l'intimidation des juges, les menaces contre le Président de la Fed, une volonté de mise au pas des meilleures universités du monde que l'on ne connaissait jusque-là que dans des régimes totalitaires ...

Au rythme des cent premiers jours, le mandat s'annonce mortel pour le rayonnement de l'Amérique dans le monde et pour sa démocratie. Le peuple américain l'aura-t-il réalisé au moment des élections de mi-mandat, en novembre 2026 ? L'impopularité qui, d'ici là, devrait fortement monter dans les sondages ramènera-t-elle le Président-voyou à la prudence ou, au contraire, à une perpétuelle fuite en avant dans sa lutte contre des ennemis imaginaires à l'intérieur et à l'extérieur ? Bien que composée d'une majorité fortement conservatrice, la Cour Suprême sera-t-elle à la hauteur de ses responsabilités en sifflant la fin de la récréation ? Trump : stop ou encore plus ? C'est sans doute l'interrogation la plus déterminante pour la suite.

Comment la situation militaire va-t-elle évoluer en Ukraine ? Assuré d'une très grande compréhension de la part de Washington, maîtrisant parfaitement l'information chez lui, et pouvant toujours compter sur ses soutiens complaisants chez nous, Vladimir Poutine n'appliquera aucun cessez-le-feu - s'il venait à en signer un. Le niveau de son approvisionnement occidental étant fortement réduit, l'armée ukrainienne pourra-t-elle alors maintenir longtemps la ligne de front actuelle ? Si les forces russes faisaient soudain une percée significative, jusqu'à quel point la réputation de « gagnant » de Donald Trump pourrait-elle être compromise, en Amérique et ailleurs, par une victoire trop gourmande du grand rival de la guerre froide ?

Jusqu'où les autres acteurs internationaux dotés d'un agenda offensif pourront-ils profiter de l'infantilisme triomphal de Trump ? La facilité avec laquelle le Tartarin de Mar-a-Lago s'affranchit des alliances anciennes comme de ses propres engagements ouvre des opportunités inespérées pour les dirigeants cyniques. Dès maintenant, Xi Ji-Ping n'est plus dissuadé d'envahir Taïwan que par la volonté farouche des insulaires de conserver leur indépendance : pour Donald Trump, le conflit avec la Chine est concentré sur l'économie, personne n'imagine le voir s'engager soudain dans une confrontation militaire majeure, et entre puissances nucléaires, pour empêcher la seule Chine reconnue par l'ONU d'occuper tout le territoire considéré comme chinois à la fois par Pékin et par Taïpeh. Dans l'Orient plus proche, le Premier ministre israélien peut être tenté de mettre à profit le soutien inconditionnel de Washington pour forcer son avantage en Cisjordanie ou contre l'Iran.

Comment l'Europe va-t-elle s'organiser pour prendre en main sa défense et la sécurité de tout le continent, en commençant par l'Ukraine, en prenant acte du désengagement américain ? Saura-t-elle prendre le relais des Etats-Unis dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratie dans un monde où les valeurs universelles sont fortement contestées ? Le défi est immense mais le pessimisme n'est plus de mise. Un quatuor de grands dirigeants partage une vision commune : le Président Macron, affaibli en France, mais désormais en mesure de consacrer l'essentiel de son temps et de son vrai poids international à la politique européenne ; le Premier ministre polonais Donald Tusk, ancien Président du Conseil européen, en première ligne auprès de l'Ukraine ; le Premier britannique Keir Starmer, un homme modeste mais déterminé à retrouver une responsabilité européenne pour son pays après le traumatisme du Brexit ; le nouveau Chancelier allemand Friedrich Merz, qui a tenu un langage de leader européen dès le soir de son élection. Ils peuvent compter sur la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, dont le premier mandat, marqué par les trois méga-crisis, a montré les qualités exceptionnelles de femme d'Etat au niveau des enjeux de son temps.

L'élément le plus déterminant sera la faculté des peuples d'Europe de se mettre, sinon en état de véritable économie de guerre, mais au moins en « économie et société menacées de guerre ».

La proximité géographique et historique de l'ours russe y a déjà conduit la Pologne, les pays baltes, la Finlande et la Suède. Nous sommes tétanisés par la montée de l'extrême-droite outre-Rhin, mais le résultat des élections traduit bien ce renversement d'état d'esprit, le *Zeitenwende*, que le social-démocrate Olaf Scholz appelait de ses vœux sans avoir pu l'incarner.

Curieusement, c'est la France qui est le plus en retard dans cette prise de conscience en profondeur. Avant même la pandémie, nos concitoyens étaient drogués à des doses toujours plus fortes de dépenses publiques. Voilà trop longtemps que la politique intérieure se résume à gérer les mécontentements catégoriels à coups de chèques, et à présenter comme du volontarisme, socialiste pour les uns, gaullien pour les autres, ce qui est en fait la première des lâchetés politiques : le déficit budgétaire permanent.

Après avoir plaidé avant tous les autres pour l'indépendance de l'Europe en matière de défense, au moment où les événements ont convaincu les plus incrédules, la France découvre qu'elle a abandonné la souveraineté financière, celle qui commande toutes les autres.

Plus que jamais le monde a besoin de l'Europe et l'Europe ne peut se révéler au monde sans la France. Nous tenons entre nos mains bien plus que notre seul avenir.